



**EUROPEAN
LEADERSHIP
NETWORK**

Déclaration du groupe sur la maîtrise des armements nucléaires

Alors que les dirigeants mondiaux s'apprêtent à se réunir ce mois-ci aux Nations Unies à New York, nous les invitons à prendre des mesures urgentes pour réduire les risques d'affrontement nucléaire. Nous unissons notre voix à celles d'un nombre croissant de dirigeants internationaux qui tirent la sonnette d'alarme face aux nouveaux dangers nucléaires.

Le mois dernier, nous avons assisté à la fin du Traité historique entre les États-Unis et la Russie sur les forces nucléaires à portée intermédiaire (FNI). Aujourd'hui, de graves doutes planent quant à l'avenir du seul accord encore en vigueur limitant et régulant les armements nucléaires stratégiques dont disposent Washington et Moscou, le nouveau Traité sur la réduction des armes stratégiques (START). En outre, le Traité d'interdiction complète des essais nucléaires (TICE) est en proie à de nouveaux défis.

La stabilité s'érode et les risques augmentent. La Corée du Nord a développé son propre arsenal d'armes nucléaires, procède à des essais de missiles, et continue de se sentir menacée. Le sort des dialogues entre les deux Corées et entre les États-Unis et la République populaire démocratique de Corée (RPDC) demeure incertain. Des tensions s'exacerbent entre deux rivaux nucléaires, l'Inde et le Pakistan. De plus, à la suite de la rupture unilatérale de Washington et de la reprise des sanctions, l'Iran pourrait quitter l'accord nucléaire visant à entraver la capacité du pays à mettre au point un arsenal nucléaire.

En outre, de nouvelles technologies militaires menacent de déstabiliser les confrontations nucléaires à l'échelle mondiale et régionale. Ces technologies connaissent une évolution rapide et totalement incontrôlée.

Les risques d'accident nucléaire, d'erreur de jugement ou de mauvaise appréciation n'ont jamais été aussi élevés depuis la crise des missiles de Cuba. La complaisance est inenvisageable. Il n'en va pas seulement de la sécurité européenne.

Le simple fait de contraindre un adversaire ne restaurera pas la stabilité. Les injonctions politiquement irréalistes à changer de comportement n'instaureront pas la confiance. Il est plus difficile de bâtir la confiance et d'adopter une conduite plus sûre lorsqu'une course à l'armement s'accélère.

Il est possible de négocier avec des adversaires sans pour autant tolérer une conduite inadmissible. Les dirigeants doivent se réappropriier les compétences des décennies passées pour réduire les risques nucléaires partagés en l'absence de confiance absolue.

Au nom de leurs intérêts nationaux et communs, nous exhortons l'Assemblée générale des Nations Unies à lancer un nouveau projet commun visant à réduire les risques nucléaires. Ceci est d'autant plus urgent que nous approchons de la conférence d'examen du traité sur la non-prolifération des armes nucléaires (TNP) prévue en mai 2020, laquelle constitue depuis 50 ans la clé de voûte du régime nucléaire mondial.

Nous recommandons que :

- Les gouvernements russes et américains honorent les engagements déjà formulés, maintiennent les outils existants, et développent de nouvelles approches pour appréhender un avenir plus complexe. Cela suppose de poursuivre les objectifs clés du Traité FNI (retenue nucléaire mutuelle en Europe et interdiction du déploiement de systèmes de lancement de portée intermédiaire), de mettre en oeuvre et d'approfondir le nouveau Traité START (doté de dispositions relatives à la transparence), et d'intensifier les pourparlers actuels en matière de stabilité stratégique afin de réduire les risques de mauvaises communication et appréciation.
- Moscou et Washington reconnaissent la responsabilité particulière qui leur incombe en tant qu'États disposant des plus grands arsenaux nucléaires, et envisagent la mise en place de nouvelles restrictions à la compétition nucléaire et de mesures visant à préserver la stabilité nucléaire, au travers d'une reprise des pourparlers sur la stabilité stratégique.
- Les pourparlers entre les États-Unis et la Russie s'axent sur la classification et les postures d'armements nucléaires et de systèmes de lancement - stratégiques et non stratégiques, déployés et non déployés - ainsi que des technologies pourvues d'un potentiel effet nucléaire stratégique qui sont particulièrement dangereuses ou déstabilisantes.
- Les gouvernements de la région euro-atlantique, qui abrite plus de 90 % de l'arsenal nucléaire mondial et compte quatre États détenteurs de l'arme nucléaire, revoient à la hausse leur engagement et mettent au point des propositions concrètes pour réduire les risques nucléaires. La détérioration de la relation entre la Russie et l'Occident et l'effondrement de la maîtrise des armements nucléaires affectent fondamentalement la sécurité européenne.
- La Chine ainsi que d'autres États détenteurs de l'arme nucléaire promeuvent les travaux en faveur de la stabilité stratégique. Des efforts multilatéraux sont nécessaires pour trouver des mécanismes efficaces qui encouragent la participation d'États détenteurs de l'arme nucléaire qui ne sont pas parties au Traité de non-prolifération.
- Les dirigeants mondiaux acceptent que :
 - la stabilité nucléaire sera si intrinsèquement liée aux nouvelles technologies que les États devront collaborer pour réduire les risques nucléaires. L'éventualité d'une perturbation par des acteurs non-étatiques est bien trop élevée;
 - la complexité croissante ne peut justifier le renoncement aux accords sur la maîtrise des armements, et ne saurait servir de prétexte pour ne rien faire et ne s'accorder sur aucune nouvelle mesure;
 - le retour de la compétition des grandes puissances rend d'autant plus essentiel l'engagement envers la stabilité nucléaire, la transparence et la prédictibilité.

Ce n'est que par la coopération en faveur d'intérêts existentiels et communs que se construiront la confiance et la stabilité. Ces intérêts partagés exigent un engagement renouvelé en faveur d'une diplomatie nucléaire collective. La sécurité euro-atlantique et mondiale en dépend.

FIN